

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 09/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BUTAGAZ SAS

rue du Breuil
25960 Deluz

Références : UID257090/SPR/BR/2026-0303A
Code AIOT : 0005900239

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2026 dans l'établissement BUTAGAZ SAS implanté rue du Breuil 25960 Deluz. L'inspection a été annoncée le 12/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BUTAGAZ SAS
- rue du Breuil 25960 Deluz
- Code AIOT : 0005900239
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société Butagaz réalise la production et la distribution de gaz Butane et Propane sur le site de Deluz. L'établissement est classé Seveso Seuil Haut.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Traçabilité des déclenchements	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55	Demande d'action corrective	3 mois
5	Maintenance détection gaz	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Dépassement des niveaux d'alarme	Arrêté Préfectoral du 21/01/2021, article Annexe 3, article 7.7.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	5 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Technologie des détecteurs gaz	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55	Sans objet
2	Architecture du réseau de détecteurs de gaz	Arrêté Préfectoral du 21/01/2021, article Annexe 3, article 7.7.3.1	Sans objet
3	Plan d'implantation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Sans objet
6	Dépassement des niveaux d'alarme	Arrêté Préfectoral du 21/01/2021, article Annexe 3, article 7.7.3.1	Sans objet
8	Transmission d'alarme	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55	Sans objet
9	Remise en service	Arrêté Préfectoral du 21/01/2021, article Annexe 3, article 7.7.3.5	Sans objet
10	Procédure en cas d'indisponibilité de détecteurs	Arrêté Préfectoral du 21/01/2021, article Annexe 3, article 7.7.3.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a démontré une bonne gestion globale de son système de détection gaz. Des écarts ont néanmoins été constatés. Le détail de ces écarts est présenté dans les différentes fiches de constat.

L'inspection des installations classées a fait procéder à un test de déclenchement des actions de sécurité. Une attention particulière est requise pour le traitement de l'écart relevé au cours de ce test.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Technologie des détecteurs gaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55
Thème(s) : Risques accidentels, Technologie des détecteurs gaz
Prescription contrôlée : [...] Les détecteurs, leur positionnement et leur nombre sont adaptés aux risques identifiés. [...]
Constats : Se reporter à la partie confidentielle
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Architecture du réseau de détecteurs de gaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2021, article Annexe 3, article 7.7.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Implantation
Prescription contrôlée : Thème de la prescription : Réseau fixe de détection gaz Se reporter à la partie confidentielle
Constats : Se reporter à la partie confidentielle
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'implantation
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour les documents suivants : [...] -le plan d'implantation des détecteurs prévus à l'article 55 du présent arrêté [...]

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis par courrier électronique du 25 février 2026 le "plan de sécurité et d'intervention » de référence 53 12 014 - Ind AB mis à jour le 08/04/2024. Ce plan répertorie notamment mais non exclusivement les détecteurs de gaz fixes du site.</p> <p>Le nombre et l'implantation des détecteurs de gaz sont cohérents avec les informations de l'étude de dangers de 2022.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Traçabilité des déclenchements

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Traçabilité des déclenchements</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le déclenchement des détecteurs et les actions correctives ou préventives menées sont tracées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il n'y a pas eu de déclenchements (intempestifs ou pour cause réelle) de détecteurs gaz au cours des mois précédents l'inspection (depuis au moins 2021 selon l'exploitant). Cet indicateur est suivi mensuellement dans les indicateurs « PSPI » que l'inspection des installations classées a pu consulter.</p> <p>L'exploitant indique qu'une sonde peut dysfonctionner. Dans ce cas, une alarme technique est remontée et l'exploitant procède au remplacement. Si une difficulté est constatée, alors une « fiche d'anomalie » est créée et remontée au responsable régional. Le suivi et la résolution sont suivis par le service support en lien avec les équipes du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant mettra en place un système permettant de garantir que toutes les actions correctives suites à des alarmes sont tracées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Maintenance détection gaz

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Entretien et maintenance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à disposition les justificatifs de conception et dimensionnement du réseau de détecteurs. Il tient à jour, la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, détermine et met en œuvre les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant</p>

respecte les conditions de fonctionnement et d'entretien définies par le fabricant de ces détecteurs.
Constats : Se reporter à la partie confidentielle
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Non conformité : les dates ainsi que le nom du personnel ayant réalisé les tests doivent être mentionnés. Observation : il conviendrait, dans les formulaires d'enregistrement des valeurs des contrôles, soit de supprimer les références aux actions/mentions non applicables soit de laisser la possibilité de préciser la non applicabilité. Demandes de justificatif : <ul style="list-style-type: none"> - L'exploitant justifiera des raisons pour lesquelles des actions correctives ne sont pas menées dans le cas d'une valeur non conforme relevée (en l'occurrence valeur du 0 en écart lors d'un contrôle semestriel). - L'exploitant justifiera que la méthode de test et de saisie des valeurs relevées (notamment pour la lecture du 0) est standardisée et partagée entre tous les personnels susceptibles d'effectuer les contrôles - L'exploitant justifiera la valeur T90=60s (alors que le T90 théorique constructeur est égal à 15s pour du gaz méthane) et expliquera comment cette valeur de 60s a été déterminée. - L'exploitant transmettra le dernier rapport de vérification de toute la chaîne de sécurité ainsi que le plan d'actions de résolution des écarts associé, le cas échéant
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Dépassement des niveaux d'alarme

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2021, article Annexe 3, article 7.7.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Dépassement des niveaux d'alarme
Prescription contrôlée : Thème de la prescription : Réseau fixe de détection gaz Se reporter à la partie confidentielle
Constats : Se reporter à la partie confidentielle

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 7 : Dépassement des niveaux d'alarme

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2021, article Annexe 3, article 7.7.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Dépassement des niveaux d'alarme
Prescription contrôlée : Thème de la prescription : Réseau fixe de détection gaz Se reporter à la partie confidentielle
Constats : Voir constat en partie confidentielle
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Voir annexe confidentielle
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 5 jours

N° 8 : Transmission d'alarme

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55
Thème(s) : Risques accidentels, Transmission d'alarme
Prescription contrôlée : [...] B.-Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, les réseaux de détecteurs associés disposent d'un report avec transmission de l'alarme en tout temps à l'exploitant, par report en salle de contrôle, au poste de garde ou via une télésurveillance. Dans le cas d'une installation sous télésurveillance, une intervention suite à un déclenchement d'une alarme par l'un des détecteurs, est effective dans un délai maximum de trente minutes par une personne apte, formée et autorisée à la mise en œuvre des premiers moyens d'intervention.
Constats : Se reporter à la partie confidentielle
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Remise en service

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2021, article Annexe 3, article 7.7.3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Remise en service après déclenchement
Prescription contrôlée : Thème de la prescription : Mise en sécurité des installations Se reporter à la partie confidentielle
Constats : Se reporter à la partie confidentielle
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Procédure en cas d'indisponibilité de détecteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2021, article Annexe 3, article 7.7.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Indisponibilité des détecteurs
Prescription contrôlée : Thème de la prescription : Réseau fixe de détection de gaz Se reporter à la partie confidentielle
Constats : Voir constat en partie confidentielle
Type de suites proposées : Sans suite